

Pour un réel changement économique et social :

Le rejet de Sarkozy et de sa politique antisociale, autoritaire et discriminatoire a conduit à l'élection de F. Hollande et au changement de majorité. Aujourd'hui, certes le discours a changé et quelques mesures ont été prises comme l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire mais le compte n'y est pas et les logiques d'austérité demeurent !

La barre des 3 millions de chômeurs vient d'être franchie, 6 millions de salariés sont en situation de précarité et 8 millions vivent au dessous du seuil de pauvreté. Les plans dits sociaux, les fermetures d'entreprises et les licenciements par rupture conventionnelle se multiplient, le gel de l'emploi dans la fonction publique est confirmé... Plus de 10 000 suppressions d'emplois programmées en Haute-Garonne ! (Sanofi, Fram, Freescale, Air France, Neo security, Thalès, CLAF, Motorola Mobility...)

Le patronat poursuit son offensive de classe et de casse de l'industrie, de l'emploi, exigeant toujours plus de flexibilité et de baisse de ce qu'il qualifie de "coût du travail".

Il y a urgence à prendre des mesures !

Pour l'emploi : immédiatement exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois dans les entreprises qui font des profits. Il y a lieu de sécuriser les parcours professionnels par des mesures alternatives aux licenciements, de réglementer et d'encadrer la sous-traitance, de permettre l'indemnisation de tous les chômeurs et chômeuses. Exigeons l'arrêt de la saignée des emplois dans les fonctions publiques, solution déterminante pour lutter contre l'injustice sociale, la misère et la précarité. Une politique cohérente de relance de l'emploi industriel, de développement de véritables services publics étoffés, et un pôle financier public pour assurer le financement des besoins utiles sont incontournables. Une politique qui devra répondre aux exigences imposées par la crise environnementale.

Pour les salaires : le « saupoudrage » opéré sur le SMIC au mois de juillet ne répond pas à l'urgence salariale. Il faut une réévaluation conséquente du SMIC à, dans un premier temps 1700 euros bruts, et des grilles salariales à partir de cette base. L'urgence sociale impose aussi le

relèvement des minima sociaux et des pensions de retraites.

Pour une protection sociale de haut niveau : le gouvernement doit rétablir la retraite à 60 ans, et un taux de remplacement de 75%. Les restrictions imposées en matière de santé par un « reste à charge » toujours plus important sont inacceptables. Il en est de même de l'augmentation de la CSG. Le gouvernement doit revenir sur ces politiques, notamment sur les 30 milliards d'euros par an d'exonérations sociales accordées au patronat !

Pour un autre partage des richesses : Aujourd'hui, la part des salaires dans les richesses créées, est plus faible qu'à la sortie de la guerre. S'y ajoute une fiscalité qui permet à une minorité déjà très riche de spéculer sur les dettes publiques.

La réforme fiscale promise est urgente. Le vrai changement serait de s'attaquer au système économique qui génère ces inégalités, au lieu de courber l'échine devant le pacte budgétaire et sa règle d'or, qui prépare de nouveaux sacrifices pour les peuples européens.

**Le Mardi 9 octobre manifestons tous ensemble
Pour l'emploi -la reconquête industrielle- les salaires -
la protection sociale
14h centre Compans Caffarelli**